ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.801/2/V

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Ministre des Télécommunications, le 9 juillet 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la portabilité des numéros des utilisateurs finals des services de télécommunications mobiles offerts au public", a donné le 27 août 2002 l'avis suivant :

.

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.801/2/V

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, op 9 juli 2002 door de Minister van Telecommunicatie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de eindgebruikers van de aan het publiek aangeboden mobiele telecommunicatiediensten", heeft op 27 augustus 2002 het volgende advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES

1. L'article 6 du projet prévoit l'utilisation d'une "banque de données de référence centrale", "contenant tous les numéros géographiques et non géographiques attribués, transférés entre des entités tenues d'offrir la portabilité des numéros, au sens de l'article 105bis, alinéas six et onze, de la loi 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques".

Cette banque de données unique servirait donc tant à la portabilité des numéros liés à l'utilisation de services de télécommunications fixes qu'aux numéros de services mobiles.

L'arrêté en projet ne tend toutefois à régler que la portabilité des numéros mobiles. Son auteur a soumis concomitamment à l'avis de la section de législation un projet d'arrêté royal portant modification de l'arrêté royal du 16 mars 2000 relatif à la portabilité des numéros d'abonnés aux services de télécommunications (avis 33.802/2/V donné ce jour). Dans ce projet, figure une disposition en tous points similaire à l'article 6 du présent projet.

Cette manière de réglementer n'est pas acceptable d'un point de vue légistique. Il ne se conçoit pas en effet de faire figurer la même norme dans deux textes différents. Dès lors qu'il s'agit d'une banque de données unique, les dispositions qui l'organisent ne doivent être énoncées que dans un seul arrêté.

Pour remédier au problème, l'auteur du projet a deux possibilités. Soit il reprend dans un seul texte l'ensemble des dispositions relatives à la portabilité des numéros, qu'il s'agisse des numéros "fixes" ou "mobiles", texte qui exécuterait tant l'alinéa 6 que l'alinéa 11 de l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991, précitée, soit il maintient deux arrêtés distincts, mais dans ce cas, un des deux arrêtés doit renvoyer aux dispositions de l'autre pour l'organisation et la gestion de la banque de données de référence centrale.

2. La banque de données de référence centrale est un service, unique, auquel tous les opérateurs ou les prestataires de services mobiles sont tenus d'avoir recours. Par conséquent le projet ne peut laisser indéterminée la question de savoir quelle personne physique ou morale exploitera cette banque de données.

Selon le Rapport au Roi, "le système sera géré par l'association sans but lucratif pour la portabilité des numéros en Belgique (...), créée le 29 janvier 2002. Les membres fondateurs de l'A.S.B.L. sont, d'une part, les trois titulaires d'une licence GSM et UMTS en Belgique et, d'autre part, neuf opérateurs fixes".

Il importe que le projet désigne nommément l'exploitant de la banque de données. A défaut en effet, l'obligation pour chaque opérateur de recourir à cette banque de données unique, et non à une autre banque qu'il choisirait de créer seul ou avec d'autres opérateurs, ne serait pas réglementairement définie.

OBSERVATIONS PARTICULIERES

Préambule

Alinéa 1er

La directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002, visée au préambule en projet ne constitue pas le fondement légal de l'arrêté en projet. Dès lors, il sera recouru à un considérant pour la citer.

Dispositif

Article 1er

1. La définition de la "portabilité des numéros" est superflue puisqu'elle l'est déjà dans l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991, précitée, fondement de l'arrêté en projet. Le 4° doit dès lors être omis.

2. La définition relative à "la période de désuétude" doit figurer dans l'article 4, § 1er, 4°, ces termes n'étant utilisés que dans cette disposition. Le 5° doit être omis.

Cette observation vaut également pour les définitions figurant au 6° et 7°, en projet, les termes "numéro géographique" et "numéro non géographique", n'étant utilisés que dans l'article 6, en projet. Les 6° et 7° doivent également être omis.

Article 2

Cette disposition paraphrase l'article 105bis, alinéa 11, de la loi du 21 mars 1991, précitée.

Or un arrêté d'exécution ne peut reproduire ou paraphraser des dispositions légales. En effet, en reproduisant une disposition de force obligatoire supérieure, l'auteur du projet agirait comme s'il était compétent pour arrêter - et donc aussi modifier - la norme supérieure en question. La disposition examinée doit dès lors être omise.

La même observation vaut pour l'article 3, alinéa 1er.

Article 3

L'alinéa 2 n'exprime pas correctement ce qu'il entend prévoir. A contrario, il pourrait en effet être interprété comme imposant à l'opérateur receveur l'obligation de fournir à l'utilisateur final un service déterminé alors que les conditions pour bénéficier de ce service peuvent différer d'un opérateur à l'autre. Mieux vaut écrire :

"Le transfert du numéro mobile n'entraîne pas pour l'opérateur receveur l'obligation de fournir les mêmes services que ceux dont bénéficiait l'utilisateur final auprès de l'opérateur donneur.".

Article 4

L'obligation faite aux opérateurs de services mobiles de télécommunications, ainsi qu'aux personnes auxquelles ils ont le cas échéant confié la commercialisation de leurs services, de mettre la portabilité du numéro à la disposition des utilisateurs finals est formulée par l'article 105bis, alinéa 11, de la loi du 21 mars 1991, précitée, de manière inconditionnelle.

Le pouvoir attribué au Roi, par l'alinéa 12 du même article, de fixer "les règles de base en vue de la mise en oeuvre du service, la méthodologie pour la fixation des coûts et la répartition des coûts entre les parties concernées" ne L'habilite pas à prévoir des cas d'exonération de cette obligation.

Le paragraphe 2 sera dès lors omis. L'attention de l'auteur du projet est toutefois attirée sur le fait que s'il veut empêcher que la portabilité du numéro entraîne des coûts exorbitants dans le chef d'un opérateur, il lui est loisible, sur la base de l'article 105bis, alinéa 12, de prévoir qu'une partie des coûts est, dans cette hypothèse, à charge de l'utilisateur final.

Article 8

1. Le texte français de l'alinéa 2 est une mauvaise traduction du texte néerlandais, lequel reproduit l'article 13, § 3, alinéa 2, de l'arrêté royal du 16 septembre 2002.

2. En outre, le pouvoir que la disposition en projet confère à l'Institut doit, en raison de l'importance de la matière, être réservée au Ministre, comme c'est d'ailleurs le cas à l'article 13, § 3, alinéa 2, précité.

Article 10

1. Dans la mesure où l'article examiné tend à protéger le consommateur, le projet peut imposer l'emploi des quatre langues énumérées, pour autant qu'il n'empêche pas l'opérateur de fournir le service dans une autre langue (1). Par conséquent, le projet doit être adapté de manière à ce que l'opérateur puisse également fournir ce service dans d'autres langues que celles qui seraient prescrites.

2. La section de législation n'aperçoit pas ce qui justifie que l'appel vers les numéros 1299, 1399, 1499 et 1599 soit gratuit pour les utilisateurs finals de téléphonie mobile et payant pour les utilisateurs de téléphonie fixe.

3. Le paragraphe 2, alinéa 2, tend à attribuer des noms de domaine Internet via lesquels le service prévu à l'alinéa 1er pourrait être joint.

Selon le Rapport au Roi, "la compétence de l'Institut d'attribuer les noms de domaine découle de l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991, (compétence de l'Institut à gérer l'espace de numérotation national), lu en parallèle avec l'article 68, 18° (définition de l'espace de numération).".

L'article 68, 18°, en question définit l'espace de numérotation comme suit:

> "l'ensemble des numéros, adresses et noms utilisés en vue d'identifier des opérateurs, fournisseurs de services et usagers terminaux de télécommunications et d'équipement terminal.".

(1) Voy. l'avis 32.804/1, donné le 21 mars 2002, sur un projet devenu l'arrêté royal du 20 juin 2002 relatif aux conditions d'exploitation des centres de bronzage, (Moniteur belge du 1er août 2002).

S'il est vrai que "l'on pourrait penser qu'en matière de noms de domaine, qui sont (...) une «ressource publique», comme les fréquences radio ou les canaux de télévision, c'est à l'Etat que revient le rôle de régulateur" (2), il reste qu'il est douteux que l'attribution des noms de domaine Internet soit visée par les dispositions légales citées dans le Rapport au Roi.

Ce n'est en effet pas le nom de domaine en tant que tel qui permet d'identifier l'utilisateur d'un service de télécommunication, mais bien le lien fait entre ce nom et l'adresse I.P. (Internet Protocol) (3).

L'enregistrement des noms de domaine ayant comme suffixe ".be" est actuellement géré par l'association sans but lucratif DNS-Belgique, laquelle a été autorisée par Internet Assigned Numbers Authority (en abrégé, l'I.A.N.A.), organisme privé de droit étranger, à octroyer des noms de domaine contre paiement d'une rente annuelle qu'elle facture au consommateur.

L'attribution de noms de domaine n'apparaît donc, dans l'état actuel du droit, ni comme un acte de l'autorité publique, ni comme une mission conférée au titre de droit exclusif ou spécial par l'autorité publique à une entreprise privée (4).

Par conséquent, le Roi ne peut s'appuyer sur aucune disposition légale pour attribuer ou, en d'autres termes, "réserver", par voie d'autorité, un ou plusieurs noms de domaine Internet.

Le paragraphe 2, alinéa 2, doit dès lors être omis.

---

(2) M. Berbuig, L'attribution des noms de domaine sur Internet, mémoire de DEA, 1999-2000, www.legalis.net/legalnet/articles /attributiondn.htm, n° 55, cité par Romain Robert, "Les noms de domaine en droit communautaire", http://www.droit-technologie.org , 18 juin 2001.

(3) Voy. A. Cruquenaire, L'identification sur Internet et les noms de domaine : quand l'unicité suscite la multiplicité, J.T., 2001, p. 146. Le lien entre l'adresse I.P. et le nom de domaine est effectué par le Domain Name System (D.N.S.).

(4) Comm.brux., 21 février 2001, JGIN c. DNS.BE, http://www.droit-technologie.org.

.../...

Article 12

Dès lors que l'article 105bis de la loi du 21 mars 1991 détermine lui-même ce qui, en matière de portabilité des numéros mobiles doit être réglé respectivement par le Roi et par le ministre, cette disposition doit être omise.

L'article 13, § 7 doit être adapté en conséquence.

OBSERVATIONS FINALES D'ORDRE LINGUISTIQUE

Sous réserve des remarques qui précèdent, il convient de souligner que le texte néerlandais du projet est susceptible d'amélioration. Les propositions de texte suivantes sont formulées ci-après.

Préambule

Dans l'alinéa 6 du préambule, il convient d'utiliser la formule "Gelet op de akkoordbevinding van ...".

Dispositif

Article 6

Le paragraphe 2 doit être réécrit comme suit : "De centrale referentiedatabank wordt beheerd op de volgende wijze en volgens de nadere regels ... :". Par ailleurs, il convient d'écrire au 1° "exploitatie", remarque qui s'applique pour le reste du projet, et, au 3°, "exploitant".

Article 9

Dans cet article, il y a lieu d'écrire "bekend", et non "gekend".

Article 10

Dans les paragraphes 1er, alinéa 1er, in fine, et 2, alinéa 1er, in fine, il est souhaitable d'écrire : "..., kan vernemen tot welk netwerk een mobiel nummer behoort". Dans l'alinéa 3 du paragraphe 1er, il y a lieu d'écrire "vermeld", et non "voorzien". L'alinéa 4 du même paragraphe doit être remplacé par : "Een oproep ... is gratis voor eindgebruikers ...".

Article 13

Dans le paragraphe 3, il convient de remplacer "voorzien" par "bedoeld".

Article 16

Le 1° doit être réécrit comme suit : "1° de eindgebruiker merkt een nauwelijks waarneembaar verschil op tussen oproepen ...".

Article 18

Dans le paragraphe 1er, il convient d'écrire "In geval van" en trois mots et "nieuwe toewijzing" au lieu de "hertoewijzing".

Article 19

Dans le paragraphe 2, il est préférable d'utiliser le terme "desactivering". Le paragraphe 4, alinéa 1er, doit être rédigé comme suit : "... na de teruggave ... dit nummer niet meer te laten gebruiken gedurende ..."; l'alinéa 2 doit être rédigé comme suit : "... waarin een mobiel nummer niet meer mag worden gebruikt".

Article 20

Au 2°, il y a lieu d'écrire "overdragen", et non "transfereren", et, au 4°, "verkeerskosten verbonden aan" au lieu de "gerelateerd aan", observation qui s'applique au reste du projet.

Article 23

Le paragraphe 3, alinéa 1er, doit être réécrit comme suit : "De mobiele operatoren nemen, ongeacht ..., gezamenlijk 75% van de jaarlijkse kosten van de centrale referentiedatabank ten laste, die ...".

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Artikel 6 van het ontwerp bepaalt dat gebruik wordt gemaakt van "een centrale referentiedatabank, die alle toegewezen geografische en niet-geografische nummers bevat, die werden overgedragen tussen entiteiten die verplicht zijn nummeroverdraagbaarheid, in de zin van artikel 105bis, zesde lid en elfde lid, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, aan te bieden".

Deze gegevensbank zou dus als enige dienen om nummer-overdraagbaarheid, zowel voor vaste als voor mobiele telecommunicatiediensten, in te voeren.

Het ontworpen besluit strekt er evenwel toe alleen de overdraagbaarheid van mobiele nummers te regelen. De steller ervan heeft de afdeling wetgeving tegelijkertijd om advies verzocht over een ontwerp van koninklijk besluit betreffende de overdraagbaarheid van de nummers van de abonnees van de telecommunicatiediensten (advies 33.802/2/V, heden uitgebracht). In dat ontwerp komt een bepaling voor die op alle punten gelijkenissen vertoont met artikel 6 van het onderhavige ontwerp.

Deze wijze van regelgeving is niet aanvaardbaar uit een wetgevingstechnisch oogpunt. Dezelfde rechtsregel mag immers niet in twee verschillende regelingen voorkomen. Doordat het om één enkele gegevensbank gaat, mogen de bepalingen die erin voorzien slechts in één enkel besluit worden opgenomen.

Om dit probleem te verhelpen heeft de steller van het ontwerp twee mogelijkheden. Ofwel neemt hij in één enkele tekst alle bepalingen betreffende nummeroverdraagbaarheid op, ongeacht of het gaat om "vaste" of "mobiele" nummers, en worden met die tekst zowel het zesde als het elfde lid van artikel 105bis van de voormelde wet van 21 maart 1991 uitgevoerd, ofwel handhaaft hij twee verschillende besluiten, in welk geval echter in een ervan moet worden verwezen naar de bepalingen van het andere voor de organisatie en het beheer van de centrale referentiedatabank.

2. De centrale referentiedatabank is een enige dienst, waarop alle operatoren of verleners van mobiele telefoon-diensten een beroep moeten doen. In het ontwerp moet bijgevolg uitsluitsel worden gegeven omtrent de vraag welke natuurlijke persoon of rechtspersoon deze gegevensbank zal exploiteren.

Volgens het verslag aan de Koning "zal het systeem worden beheerd door de vereniging zonder winstoogmerk voor Nummeroverdraagbaarheid in België (...), die werd opgericht op 29 januari 2002. De stichtende leden van de V.Z.W. zijn enerzijds de drie houders van een GSM- en UMTS-vergunning in België en anderzijds negen vaste operatoren".

In het ontwerp dient de naam van de exploitant van de gegevensbank te worden vermeld. Zo niet zou de verplichting voor elke operator om van deze enige gegevensbank gebruik te maken, en niet van een andere bank als hij besluit die alleen of met andere operatoren op te richten, niet op reglementaire wijze vastgelegd zijn.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Aanhef

Eerste lid

Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002, waarnaar in de ontworpen aanhef verwezen wordt, vormt niet de rechtsgrond van het ontworpen besluit. Er dient derhalve gebruik te worden gemaakt van een overweging om ernaar te verwijzen.

Dispositief

Artikel 1

1. De definitie van "nummeroverdraagbaarheid" is overbodig, aangezien ze reeds voorkomt in artikel 105bis van de voormelde wet van 21 maart 1991, die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormt. Onderdeel 4° dient derhalve te vervallen.

2. De begripsomschrijving van de "verouderingsperiode" moet worden opgenomen in artikel 4, § 1, 4°, omdat deze bewoordingen alleen in die bepaling worden gebruikt. Onderdeel 5° dient te vervallen.

Deze opmerking geldt eveneens voor de definities in de ontworpen onderdelen 6° en 7°, omdat de bewoordingen "geografisch nummer" en "niet-geografisch nummer" alleen in het ontworpen artikel 6 worden gebezigd. De onderdelen 6° en 7° dienen eveneens te vervallen.

Artikel 2

In deze bepaling wordt artikel 105bis, elfde lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991 geparafraseerd.

In een uitvoeringsbesluit mogen echter geen wetsbepalingen worden overgenomen of geparafraseerd. Door een bepaling van een hogere regeling met bindende kracht over te nemen, zou de steller van het ontwerp immers handelen alsof hij bevoegd was om de bewuste hogere norm vast te stellen, en dus ook te wijzigen. De onderzochte bepaling dient derhalve te vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 3, eerste lid.

Artikel 3

In het tweede lid wordt de precieze strekking ervan niet correct weergegeven. Het zou a contrario immers kunnen worden uitgelegd in die zin dat aan de recipiëntoperator de verplichting wordt opgelegd om aan de eindgebruiker een bepaalde dienst te verlenen, terwijl de voorwaarden om op deze dienst aanspraak te maken kunnen verschillen naargelang van de operator. Het is beter het volgende te schrijven :

"De overdracht van het mobiel nummer brengt voor de recipiëntoperator niet de verplichting mee om dezelfde diensten te verlenen als die welke de donoroperator aan de eindgebruiker verstrekt heeft.".

Artikel 4

De verplichting, voor operatoren van mobiele telecommunicatiediensten en personen waaraan ze in voorkomend geval de commercialisering van hun diensten hebben toevertrouwd, om de faciliteit nummeroverdraagbaarheid ter beschikking te stellen van de eindgebruikers, wordt in artikel 105bis, elfde lid, van de voormelde wet van 21 maart 1991 onvoorwaardelijk geformuleerd.

De bij het twaalfde lid van hetzelfde artikel aan de Koning opgedragen bevoegdheid om "de basisregels voor de toepassing van de faciliteit, de methodologie voor vaststelling van de kosten en de verdeling van die kosten tussen de betrokken partijen" te bepalen, machtigt Hem niet om gevallen vast te stellen waarin van deze verplichting vrijstelling wordt verleend.

Paragraaf 2 dient derhalve te vervallen. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt er evenwel op gevestigd dat, als hij wil vermijden dat nummeroverdraagbaarheid voor een operator buitensporige kosten meebrengt, het hem vrijstaat, op basis van artikel 105bis, twaalfde lid, te bepalen dat een deel van de kosten in dat geval ten laste van de eindgebruiker komt.

Artikel 8

1. De Franse tekst van het tweede lid is een slechte vertaling van de Nederlandse tekst, waarin artikel 13, § 3, tweede lid, van het koninklijk besluit van 16 september 2002 overgenomen wordt.

2. Bovendien moet de bevoegdheid die bij de ontworpen bepaling wordt toegekend aan het Instituut, wegens het belang van de aangelegenheid uitsluitend aan de Minister worden opgedragen, zoals dit trouwens het geval is in het voornoemde artikel 13, § 3, tweede lid.

Artikel 10

1. Doordat het onderzochte artikel ertoe strekt de consument te beschermen, kan het ontwerp het gebruik van de vier opgesomde talen opleggen, voorzover het de operator niet belet de dienst te verlenen in een andere taal [(1)]. Bijgevolg dient het ontwerp zo te worden aangepast dat de operator deze dienst eveneens kan verlenen in andere talen dan die welke voorgeschreven zouden zijn.

2. Het is de afdeling wetgeving niet duidelijk hoe kan worden gerechtvaardigd dat de oproep naar de nummers 1299, 1399, 1499 en 1599 gratis is voor eindgebruikers van mobiele telefoons, doch niet voor de gebruikers van vaste telefoons.

3. Paragraaf 2, tweede lid, strekt ertoe Internet-domeinnamen toe te kennen via welke de in het eerste lid bedoelde dienst kan worden bereikt.

---

(1) Zie advies nr. 32.804/1, gegeven op 21 maart 2002, over een ontwerp dat het koninklijk besluit van 20 juni 2002 houdende voorwaarden betreffende de exploitatie van zonnecentra geworden is (Belgisch Staatsblad van 1 augustus 2002).

Volgens het verslag aan de Koning "(vloeit) de bevoegdheid van het Instituut om deze domeinnamen toe te kennen (...) voort uit artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991 (bevoegdheid van het Instituut om de nationale nummeringsruimte te beheren), gelezen in samenhang met artikel 68, 18° (definitie van de nummeringsruimte).".

Het genoemde artikel 68, 18°, definieert de nummeringsruimte als volgt :

> "het geheel van nummers, adressen en namen die aangewend worden om operatoren, dienstenleveranciers en eindgebruikers van telecommunicatie en eindapparatuur te identificeren.".

M. Berbuig stelt het volgende : "l'on pourrait penser qu'en matière de noms de domaine, qui sont (...) une "ressource publique", comme les fréquences radio ou les canaux de télévision, c'est à l'Etat que revient le rôle de régulateur" (2) . Niettemin valt te betwijfelen of de toekenning van Internet-domeinnamen bedoeld wordt door de wetsbepalingen die in het verslag aan de Koning worden geciteerd.

Niet de domeinnaam als zodanig biedt immers de mogelijkheid de gebruiker van een telecommunicatiedienst te identificeren, maar wel de koppeling die tot stand wordt gebracht tussen deze naam en het IP-adres (Internet Protocol) (3) .

De registratie van de domeinnamen met als suffix ".be" wordt thans beheerd door de vereniging zonder winstoogmerk DNS-België, die door Internet Assigned Numbers Authority (afgekort als IANA), privaatrechtelijke instelling naar buitenlands recht, gemachtigd is om domeinnamen toe te kennen tegen betaling van een jaarlijkse rente die ze aan de verbruiker aanrekent.

---

(2) M. Berbuig, L'attribution des noms de domaine sur Internet, mémoire de DEA, 1999-2000, www.legalis.net/legalnet/articles/attribution.htm, nr. 55, geciteerd door Romain Robert, "Les noms de domaine en droit communautaire", http://www.droit-technologie.org, 18 juni 2001.

(3) Zie A. Cruquenaire, L'identification sur Internet et les noms de domaine : quand l'unicité suscite la multiplicité, J.T., 2001, blz. 146. De koppeling tussen het IP-adres en de domeinnaam geschiedt door middel van het Domain Name System (D.N.S.).

De toekenning van domeinnamen lijkt dus, bij de huidige stand van het recht, geen handeling van een overheid, noch een opdracht die door de overheid als exclusief of bijzonder recht aan een privé-onderneming wordt toevertrouwd (4).

De Koning kan bijgevolg op geen enkele wetsbepaling steunen om gezagshalve een of meer Internet-domeinnamen toe te kennen.

Paragraaf 2, tweede lid, dient derhalve te vervallen.

Artikel 12

Doordat artikel 105bis van de wet van 21 maart 1991 zelf bepaalt wat, inzake overdraagbaarheid van mobiele nummers, respectievelijk door de Koning en door de Minister dient te worden geregeld, dient deze bepaling te vervallen.

Artikel 13, § 7, moet dienovereenkomstig worden aangepast.

SLOTOPMERKINGEN VAN TAALKUNDIGE AARD

Onder voorbehoud van de voorgaande opmerkingen zij erop gewezen dat de Nederlandse tekst van het ontwerp voor verbetering vatbaar is. Hierna worden de volgende tekstvoorstellen gedaan.

Aanhef

In de zesde aanhefverwijzing dient de formule "Gelet op de akkoordbevinding van ..." te worden gebezigd.

(4) Kh. Brussel, 21 februari 2001, JGIN t/ DNS.BE, http://www.droit-technologie.org.

Dispositief

Artikel 6

Paragraaf 2 dient te worden herschreven als volgt : "De centrale referentiedatabank wordt beheerd op de volgende wijze en volgens de nadere regels ... :". Voorts schrijve men in onderdeel 1° "exploitatie", een opmerking die geldt voor de rest van het ontwerp, en in onderdeel 3° "exploitant".

Artikel 9

In dit artikel schrijve men "bekend", en niet "gekend".

Artikel 10

In de paragrafen 1, eerste lid, in fine, en 2, eerste lid, in fine, schrijve men "..., kan vernemen tot welk netwerk een mobiel nummer behoort". In het derde lid van paragraaf 1 schrijve men "vermeld", en niet "voorzien". Het vierde lid van dezelfde paragraaf dient te worden vervangen door : "Een oproep ... is gratis voor eindgebruikers ...".

Artikel 13

In paragraaf 3 vervange men "voorzien" door "bedoeld".

Artikel 16

Onderdeel 1° dient als volgt te worden herschreven : "1° de eindgebruiker merkt een nauwelijks waarneembaar verschil op tussen oproepen ...".

Artikel 18

In paragraaf 1 schrijve men "In geval van" in drie woorden en "nieuwe toewijzing" in plaats van "hertoewijzing".

Artikel 19

In paragraaf 2 is het verkieslijk het woord "desactivering" te bezigen. Paragraaf 4, eerste lid, dient als volgt te worden gesteld : "... na de teruggave ... dit nummer niet meer te laten gebruiken gedurende ..."; het tweede lid dient als volgt te worden gesteld : "... waarin een mobiel nummer niet meer mag worden gebruikt".

Artikel 20

In onderdeel 2° schrijve men "overdragen", en niet "transfereren", en in onderdeel 4° "verkeerskosten verbonden aan ..." in plaats van "gerelateerd aan", welke laatste opmerking geldt voor de rest van het ontwerp.

Artikel 23

Paragraaf 3, eerste lid, dient als volgt te worden herschreven : "De mobiele operatoren nemen, ongeacht ... , gezamenlijk 75% van de jaarlijkse kosten van de centrale referentiedatabank ten laste, die ...".

La chambre était composée de

Messieurs de Heren	R. ANDERSEN,	président du Conseil d'Etat, voorzitter van de Raad van State,
	P. HANSE, P. VANDERNOOT,	conseillers d'Etat, staatsraden,
Madame Mevrouw	C. GIGOT,	greffier, griffier.

De kamer was samengesteld uit

Le rapport a été présenté par M. L. DETROUX, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. L. DETROUX, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE, conseiller d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE, staatsraad.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN